

nouveaux députés, l'honorable représentante de Niagara-Falls. Cette question figure au hansard du 12 juillet 1961. Elle porte le numéro 452 et a trait au personnel des bureaux des ministres.

Autrefois, le ministre des Finances parlait beaucoup d'épargne et d'économiser les deniers du contribuable. Je ne suis ici qu'un simple député, même si j'ai, évidemment, fait autrefois partie du bureau du ministre des Finances. Cependant, afin de connaître les principaux fonctionnaires qui se trouvent dans les bureaux des divers ministres je me sers, comme nous tous, de l'annuaire téléphonique. Le dernier annuaire qui, à ma connaissance, a paru du temps de l'ancien gouvernement est un livre rouge qui porte la date du mois d'avril 1957. J'ai ici la liste complète. Je vois ici, par exemple, le bureau du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. Il s'est apparemment vu conférer une tâche beaucoup plus vaste et c'est pourquoi, si l'on compare les deux annuaires téléphoniques, il dispose d'un personnel beaucoup plus nombreux. Je remarque également que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a beaucoup augmenté son propre personnel, et que le ministre des Transports a fait de même. J'établis une comparaison, je le répète, entre ce livre rouge et le plus récent dont nous nous servons lorsque nous voulons communiquer avec les employés personnels d'un ministre. Je regrette de soulever cette question, mais je ne peux m'empêcher de penser aux prédécesseurs du ministre actuel, l'honorable M. Harris. Je sais l'abnégation dont il faisait preuve en ces matières. Il se sentait obligé de donner l'exemple de l'économie lorsqu'il s'agissait de dépenser les deniers publics. C'est pourquoi je reste songeur en présence de tous ces secrétaires particuliers, aides spéciaux, chefs de cabinet, sous-secrétaires particuliers, secrétaires particuliers associés, et ainsi de suite. Quand je compare ce livre rouge, ou est inscrit le personnel de ces années-là, au plus récent, je me demande si le ministre des Finances agit aussi sévèrement qu'il le dit en sa qualité de président du Conseil du Trésor. Par exemple, je vois qu'au ministère du Commerce on a des secrétaires particuliers adjoints de langue française et de langue anglaise, des secrétaires particuliers associés, et ainsi de suite.

L'hon. M. Harkness: Prenez-vous tout cela dans l'annuaire du téléphone?

M. Benidickson: Je le prends là principalement, mais je suis un homme simple et je pense que c'est une chose qui frappera les simples contribuables à travers le pays. Je ne les ai pas sous la main ce soir, mais j'ai conservé des circulaires de la Commission du

[M. Benidickson.]

service civil concernant le recrutement de rédacteurs et de préposés à l'information dans les divers ministères. Malgré ce que le ministre des Finances pourrait dire sur l'économie, je comprends fort bien pourquoi il n'a pas d'autorité sur le Conseil du Trésor, ou sur ses collègues du cabinet, quand son propre personnel a augmenté et quand, ces quatre dernières années, le personnel des services de renseignements de chaque ministère a presque quadruplé. Ceux qui occupent les banquettes ministérielles peuvent toujours alléguer que ces personnes sont engagées pour l'utilité du ministère en général, mais il se peut néanmoins que leur premier devoir consiste à servir le ministre et à s'occuper de son cabinet. Je ne fais que poser la question en évoquant une parole biblique familière au ministre, celle qui a trait à la paille et à la poutre.

Quand on compare l'ancien annuaire téléphonique rouge avec le nouveau, on constate des choses étonnantes, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire de question au *Feuilleton*. Le public croyait élire un gouvernement voué à l'économie. A mon sens, c'est l'échelon ministériel qui devrait donner l'exemple en matière d'économie, mais ce n'est pas le cas ici. Le ministre devrait nous dire quelque chose à ce propos, je crois, car il préside les réunions du Conseil du Trésor et presque chaque année, en présentant son exposé budgétaire, il ne cesse de parler de la bonne gestion et des économies que l'Etat réalise, grâce à lui. (*Applaudissements*) On applaudit. En réponse à une question posée le 12 juillet 1961 par l'honorable représentante de Niagara-Falls, on dit que le personnel attaché au ministre des Finances se composait de 10 fonctionnaires dans les années financières 1956-1957 et 1960-1961. En 1956-1957, ce personnel a coûté \$35,900, et à peu près le même montant en 1960-1961. Ayant moi-même servi dans ce ministère, j'ai peine à concilier la situation que je viens de décrire avec ce que donne l'annuaire téléphonique actuel. J'ignore combien de sténos sont nécessaires, mais je vais parler des autres employés. En avril 1957, date de la publication de cette annuaire-ci, il n'y avait qu'un secrétaire particulier. L'annuaire actuel, publié en 1961, révèle que le ministre a maintenant à son service un chef de cabinet, M. William M. Allan, une secrétaire particulière, M^{lle} A. Hanna, et un adjoint spécial, M. G. Hamilton. Tous les honorables députés ont entendu parler de lui récemment. Il était censé en quelque sorte rendre le ministre « fascinant ».

L'hon. M. Pickersgill: Il est payé trop cher.

M. Benidickson: On décrirait peut-être mieux ses fonctions en disant qu'il devait « humaniser » le ministre.